



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 20 NOVEMBRE 2023 - N° 1266 - 53^e ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Désordres en Jeux

La préparation des Jeux olympiques s'effectue dans une confusion croissante. Des décisions importantes pour l'ensemble des citoyens ont été prises dans une étonnante insouciance. En haut lieu, on ne s'est pas préoccupé des conditions de possibilité juridique de certaines dispositions et des effets négatifs que d'autres mesures pourraient provoquer.

Ainsi, on apprend que deux festivals prévus en 2024, l'un à Thonon-les-Bains, l'autre à Reims, ont été annulés faute de pouvoir garantir leur sécurité car les effectifs de police seront massivement affectés à la protection des manifestations sportives. D'autres festivals risquent d'être annulés dans les prochaines semaines, pour la même raison.

Même insouciance en matière de réquisition de logements d'étudiants. Trois mille chambres ont été affectées au personnel chargé d'assurer la sécurité des Jeux avec promesse de relogement des étudiants. Mais la décision du Crous a été suspendue le 31 août par le tribunal administratif en raison d'une "absence de garanties offertes aux étudiants" et le Conseil d'État doit se prononcer dans les prochaines semaines.

La décision d'enlever 570 boîtes de bouquinistes parisiens pour assurer la sécurité de la cérémonie d'ouverture des Jeux a été prise sans que des garanties sérieuses soient données en matière de stockage des livres, de réparation et de remontage des boîtes. La colère gronde, et pas seulement sur les quais de la Seine.

Qu'il s'agisse de « politique spectacle » ou de spectacle sportif, c'est toujours le temps du mépris.



Ils fabriquent en France

De nombreuses petites et moyennes entreprises font le choix de produire en France, sans réel soutien des pouvoirs publics et dans l'indifférence des consommateurs.

À Paris du 9 au 12 novembre, le salon *Made in France* a réuni mille exposants qui produisent sur le territoire national toutes sortes de biens de consommation : meubles, trottinettes, aliments, chaussures, produits de beauté, tissages. Ces entreprises dynamiques, souvent de taille modeste, sont importantes pour l'emploi et la vie locale.

Ces activités méritent les plus vifs encouragements mais il est regrettable que

ces produits français soient dénommés en un franglais qui n'apporte rien à leur promotion. Cet obstacle est plus facile à lever que celui des prix de vente, beaucoup trop élevés ou franchement excessifs. Quand le pouvoir d'achat est faible et de surcroît rabaissé par l'inflation, peut-on reprocher aux consommateurs de se détourner du *made in France*? L'article de Frédéric Aimard en pages 2 et 3.

L'UE et les lobbies

Le poids des lobbies dans l'Union européenne compromet l'intérêt national et menace le système démocratique.

Les lobbies, qui servent principalement les grandes entreprises capitalistes, pèsent d'un poids considérable dans la fabrique des décisions bruxelloises. Malgré de belles déclarations d'intention, ces groupes de pression agissent dans l'opacité, les conflits d'intérêts sont fréquents et rien n'empêche le pantouflage des hauts fonctionnaires de la Commission.

Malgré les injustices et la corruption qu'il engendre, le système des lobbies n'est pas réformable. Il est le fruit du néolibéralisme, qui ôte aux responsables politiques leurs pouvoirs de décision, avec leur consentement, et qui exclut les peuples des organes bureaucratiques de gestion. L'article d'Aymeric Daran en page 5.

Dans ce numéro :

Page 4 : Où va le football français ?

Page 7 : Les Démocrates et la présidentielle américaine.

Page 11 : Ce que la France est devenue.

Page 12 : Quand le pouvoir devient grotesque.

Page 14 : Résistance royaliste : Pierre Messmer.

Page 16 : Éditorial : La question antisémite.

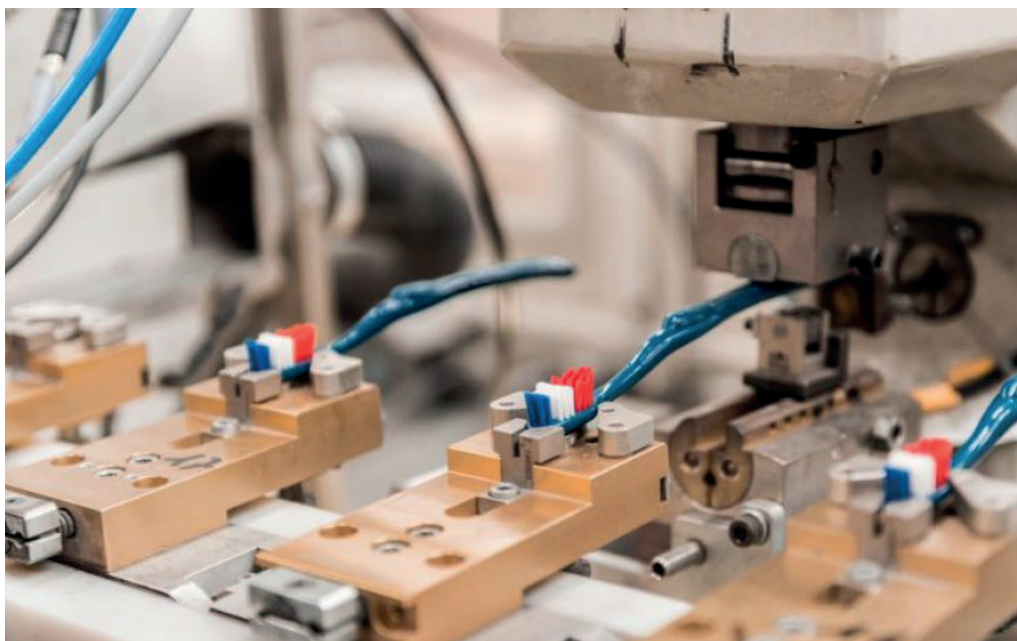
Peut-on fabriquer et vendre français ?

Le salon du « *made in France* » tente de faire connaître le savoir-faire de nombreuses petites et moyennes entreprises françaises qui tentent de maintenir un tissu industriel et commercial dans un contexte de concurrence internationale impitoyable, de matraquage administratif et d'indifférence des consommateurs.

Alors que le dernier album d'*Astérix* (symbole de la résistance d'un dernier carré gaulois...) a été imprimé en Roumanie – n'y avait-il donc aucun imprimeur français capable de sortir l'album pour un prix public de 10,50 euros? –, le dixième salon du *made in France* (dit *MIF Expo*) se tenait à la Porte de Versailles à Paris du 9 au 12 novembre, sorte de village gaulois à sa manière. On pouvait y rencontrer 1 000 exposants: fabricants de meubles, chauffages, vaisselle, matériel de cuisine, nappes ou parures de lit, des producteurs de saucissons, fromages, miel, ou de produits de beauté, et d'aliments pour chiens et chats, mais aussi des jeux pour les enfants, des vélos électriques, et « *la plus petite machine à laver la vaisselle* » (modèle *Bob*, produit en Vendée) et beaucoup de vêtements... Une mini-Foire de Paris, avec ses démonstrateurs, des aspects innovants (aliments au goût de saumon issus des algues), mais avec pour obligation de se dire « *fabriqué en France* ». Un tel concept n'a rien d'évident. Au point que certains labels bleu-blanc-rouge acceptent des produits comportant 50 % seulement de composants réellement français.

L'hebdomadaire *Marianne* (propriété du milliardaire tchèque Daniel Křetínský) distribuait son « *Palmarès du patriotisme industriel* ». Pas brillant. Mais il s'agit des entreprises du CAC 40 dont, sauf dans certains domaines (luxe, aviation...), la part des effectifs situés en France décroît au profit d'investissements dans des continents plus dynamiques (Asie, Amérique du Nord). Le cas des constructeurs automobiles ou des laboratoires pharmaceutiques relève quasiment de la haute trahison... À *MIF Expo*, on trouve des entreprises plus petites, à 70 % à capital familial...

L'espace le plus intéressant de ce salon était consacré à la reconstitution de quelques



SOURCE : BIOSEPTYL.

Usine Bioseptyl à Beauvais. Le fabricant de brosses à dents a décidé depuis 2012 de relocaliser sa production en France.

unités de production. Sur l'atelier du fabricant de « *baskets réparables* » de la marque *Sessile* (groupe *Eram*), on apprendait que la chaussure reste « *un secteur qui emploie 3 800 personnes en France réparties dans 90 ateliers, dont un grand nombre sont artisanaux* », et qu'*Eram* cherche à « *conserver une base industrielle territoriale dans le Maine-et-Loire pour préserver son savoir-faire de chausseur, et développer des innovations* ». Plus loin, on fabriquait de magnifiques « *parapluies de Chanbourg* ». On ne pouvait pas manquer les superbes patinettes électriques *Plume*, presque entièrement françaises (à 18 % près, car certains accessoires ne sont

plus fabriqués qu'en Asie). Et une petite foule s'agglutinait devant une machine à faire des brosses à dents *Bioseptyl*. Dernière de son espèce en France, la fabrique avait été mise en faillite en 2012. Mais, remontée par un ingénieur créatif, elle emploie 33 salariés et produit 8 millions de brosses à dents, 400 000 brosses à cheveux et 100 000 brosses cosmétiques! Il y avait aussi une belle machine à filer le lin: « *La french filature, filature de lin au mouillé en Normandie* ».

Très bien. Mais pourquoi, pour présenter des produits français, se croit-on obligé de baragouiner l'anglais? « *Le french chausson* », pour des charentaises, « *La frenchie gas-*

tronomie ». Quant au « *Corner français* », il dit « *merci à notre French team!* ». Il s'agissait de promouvoir les textiles produits par *Tissage de Charlieu* ou *Well* (les collants) ou encore *Kindy* (les chaussettes), des marques parfois à nouveau en difficulté, malgré de courageux repreneurs... Incroyable aussi le nombre de *jeans* français. Ceux proposés par l'*Atelier Tuffery*, le sont « *depuis 1892* ». C'est peut-être vrai. Mais beaucoup de marques affichent des âges canoniques... Pour une entreprise très respectable comme les agendas *Quo Vadis* (1954), dont on sait l'enracinement familial (celui du groupe *Exacompta Clairefontaine*), combien de marques

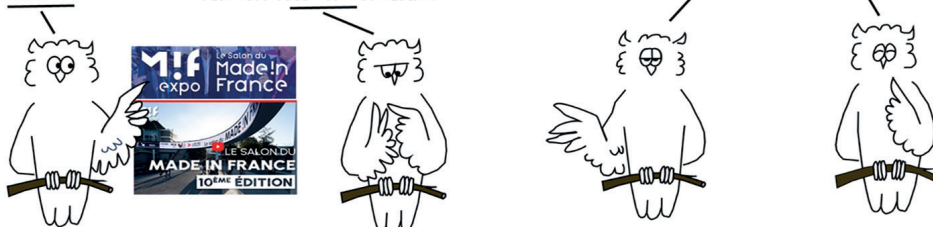
Sur le mur de Jean Chouan

À QUOI RECONNAÎT-ON UN PRODUIT FABRIQUÉ EN FRANCE - PARDON, « *MADE IN FRANCE* » ?

IL DOIT OBLIGATOIREMENT AVOIR UN NOM ANGLAIS. ON TOLÈRE 10 % DE FRANÇAIS. PAR EXEMPLE « *LE FRENCH JEAN* ». POUR LA PROPORTION DE COMPOSANTS « *FRENCH* » C'EST PLUS COOL : 50 % SUFFISENT.

SURTOUT, CE DOIT ÊTRE UN PRODUIT ARTISANAL, LE PLUS CHER DE SA CATÉGORIE, ET IL DOIT ÊTRE FABRIQUÉ PAR UNE BOÎTE AU BORD DU GOUFFRE

ALORS, IL NE L'AVAIT PAS PROMIS, QU'ON ALLAIT RECONQUÉRIR NOTRE SOUVERAINETÉ ?



à l'histoire bousculée, rachetée à la barre du tribunal, dont il est difficile de retracer la continuité véritable? Sans doute suffit-il que les propriétaires actuels y croient et se donnent les moyens de se raccrocher à l'ADN de leur marque? Ainsi pour les pâtes sèches *Lustucru* (les pâtes fraîches de la même marque ont un propriétaire espagnol) ou la boisson à base de réglisse *Antésite*.

Les organisateurs du salon se mordent peut-être les doigts d'avoir commandé une enquête d'opinion qui révèle que 60 % des Français considèrent que le *made in France* n'est pas dans leurs moyens. On reproche aux patrons leur manque de patriotisme. Mais le consommateur raisonne également à courte vue, en fonction de son portefeuille. Il faut dire qu'en regardant certaines étiquettes (une couverture de lit à 560 euros, des prix de couettes ou de matelas hallucinants...) on se demande parfois qui peut se permettre d'acheter français. Selon que l'on se sent plutôt libéral, ou plutôt anticapitaliste, on a une idée différente sur les raisons de ce drame économique qui touche certains pays comme la France, où on veut consommer beaucoup sans, à quelques exceptions près, pouvoir produire de manière compétitive. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

Un signe d'amitié pour les Juifs de France

Pour une fois, personne n'a contesté les chiffres donnés par la police. 182 000 Français ont défilé, à Paris et en province, le 12 novembre, pour signifier leur refus de tout antisémitisme

Ce qui aura marqué les observateurs, c'est la sérénité de ces foules et le fait que des personnalités de droite et de gauche, habituellement divisées sur tous les sujets, se retrouvaient là épaule contre épaule. Contrairement à ce que craignait – ou espérait – une certaine extrême gauche, on n'y a constaté aucune marque d'hostilité anti-musulmane. Ce rassemblement était pourtant un signe d'amitié pour les Juifs de France, menacés par un antisémitisme d'essence islamique. La guerre entre Israël et le Hamas a réveillé des passions anciennes, même si elles ne contaminent pas tous les musulmans, loin de là.

Il aurait pourtant été facile à quelques extrémistes de faire déraiper le mouvement. Les hauts dirigeants politiques qui avaient pris l'initiative de la manifestation ne craignaient rien tant que cela. C'était une des raisons du président de la République pour s'abstenir de paraître dans la rue. On saluera donc la maturité politique



Marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023.

– quelle que soit leur émotion intime – de ceux qui ont répondu à l'appel de Gérard Larcher et Yaël Braun-Pivet.

On est loin du million de manifestants que, dans d'autres circonstances, on a vu. Mais les chiffres de ce dimanche sont suffisants pour donner de notre pays une image rassurante, forte et digne. Cela ne remplacera pas une politique, mais en est la condition minimale.

Il y a deux enseignements politiques à tirer de cette journée. D'abord l'auto-exclusion de la communauté nationale que s'est infligée La France insoumise de Jean-Luc Mélen-

chon en refusant de se joindre à toutes les autres formations politiques. La solidarité avec le peuple palestinien, dévasté par les bombardements de Gaza, n'est certes pas méprisable. Mais le calcul électoral de l'islamo-gauchisme finit par faire éclater toute possibilité d'unité à gauche et donc de possibilité d'exister politiquement au plan national, même si cela confortera certains fiefs locaux, quasi séparatistes. C'est une bouée de sauvetage pour la majorité présidentielle, qui va pouvoir s'étendre sur sa gauche. Et, par un mouvement de balancier, cette manifestation a surtout été marquée par la réintégration dans la même communauté politique de l'extrême droite. Adoubee par Serge Klarsfeld lui-même (le chasseur de nazis), Marine Le Pen a pu s'intégrer en douceur à la manifestation. C'est une victoire pour celle dont les élections européennes confirmeront bientôt le puissant ancrage électoral, et qui aspire à exercer les plus hautes fonctions sur le modèle de Giorgia Meloni en Italie. Ces considérations, triviales, ne doivent pas entacher le bel événement nécessaire qu'a constitué la manifestation du 12 novembre. ■

PAUL CHASSARD.

La politique au crible

■ **Dialogue impossible.** – Les fameuses « initiatives politiques d'ampleur » annoncées par Macron en août ont du plomb dans l'aile: après l'échec du Conseil national de la refondation, voici que les « Rencontres de Saint-Denis » sont boycottées par LFI, le PS et LR. Consternation à l'Élysée mais à qui la faute? D'abord au mauvais calcul d'un président-Premier ministre, privé de majorité au Parlement, qui espérait garder la main en neutralisant ses opposants. Pour que ce dialogue ait du sens, il faudrait que le chef de l'État s'élève au-dessus de son clan, qu'il inscrive ce processus dans une concertation large avec les forces sociales du pays et qu'il manifeste sa volonté de donner *in fine* la parole au peuple par le référendum. Toutes choses impensables sous

Macron, et sous la V^e République telle qu'elle est devenue.

■ **Paris, nid d'espions.** – La délégation parlementaire au Renseignement publie son rapport annuel sur les ingérences étrangères, d'où il ressort que les suspects habituels que sont la Russie, l'Iran, la Turquie et la Chine poursuivent leurs sales besognes sur notre territoire. Le rappel vaut pour nos alliés qui n'agissent pas toujours comme des amis. Ainsi des États-Unis qui disposent chez nous, via la NSA, d'une véritable « cinquième colonne ». Ainsi de l'Allemagne: un récent rapport de l'École de guerre économique, dont *L'Express* et *Le Figaro* ont publié les bonnes feuilles, dénonce l'action des fondations politiques tudesques pour discréditer notre filière nucléaire. Ces organismes, que Berlin utilise discrètement et couvre d'argent (700 millions d'euros en

2023), font preuve d'un activisme tous azimuts à Paris comme à Bruxelles: rapports biaisés, formations orientées, liens troubles avec un grand nombre d'ONG et d'associations pseudo-écologistes... Voilà un secteur qui mériterait un coup de balai.

■ **Contre le jargon woke.** – Harsard du calendrier? Le 31 octobre, jour où, à l'occasion de l'inauguration de la Cité internationale de la langue française, Emmanuel Macron prononçait des paroles sans ambiguïté sur l'écriture inclusive, le Sénat votait à une très large majorité une proposition de loi pour bannir ce galimatias de nos documents officiels. L'Académie française n'aura donc pas alerté en vain contre ce qui constitue un péril mortel pour notre langue. Le texte du Sénat n'est pas encore inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, mais il devrait être bien

accueilli par les LR et le RN et il sera difficile aux macronistes de ne pas le voter après le discours du chef de l'État.

■ **L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.** – Le futur statut de l'archipel a donné lieu, ces dernières semaines à Nouméa, à d'intenses discussions (plus de 15 heures d'échanges) entre les représentants de l'État et les formations loyalistes et indépendantistes modérées, qui regroupent 70 % des forces politiques représentées au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Seule ombre au tableau: la position de l'Union calédonienne (UC, indépendantistes radicaux) qui poursuit sa politique de la chaise vide. Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Gérald Darmanin, sera sur place le 24 novembre pour tenter sans doute une synthèse des points d'accord en vue du référendum prévu en 2024.

HUBERT DE MARANS.

Où va le football français ?

Trois clubs majeurs du football français (Olympique lyonnais, les Girondins de Bordeaux, et Saint-Étienne) sont en difficultés sportives et économiques, mais aussi ceux de Sochaux, l'AS Nancy-Lorraine et d'autres. Un sujet politique... David Desgouilles est chroniqueur à *Marianne*, romancier et fin connaisseur en matière de football. Il répond à nos questions

Vous êtes supporter du Football Club Sochaux-Montbéliard (FCSM) que vous avez déjà évoqué dans nos colonnes. Pouvez-vous résumer les raisons de la déchéance – provisoire – de ce club ?

David Desgouilles : Lorsque Carlos Tavares a pris la tête de Peugeot SA (PSA), laquelle entreprise avait non seulement créé le FC Sochaux mais aussi le championnat professionnel de football en France, il avait fait de la vente du club une condition. Il était dans une logique de concurrence entre sites de production ; il fallait effacer ce qui pouvait rappeler l'histoire de l'usine de Sochaux-Montbéliard et arracher les racines qui pouvaient lui donner un avantage symbolique. Le club a été vendu à Tech-Pro, entreprise hongkongaise à la fragile assise économique.

Tech-Pro s'est avéré un mauvais gestionnaire. Il a perdu le FCSM comme une dette de jeu et a dû le céder à Nenking, groupe immobilier chinois. L'assise économique de ce groupe était certes plus solide, mais la gestion a été confiée à Samuel Laurent, un baroudeur impulsif, incapable de maîtriser ses nerfs (pour rester poli...), qui ne connaissait rien au football mais souhaitait se mêler de tout. Il a fini par dépenser l'argent sans compter au moment où l'immobilier chinois était en crise.

La facture est arrivée à l'été 2023 avec la rétrogradation administrative en National (3^e division). Le FCSM est passé à deux doigts de la liquidation judiciaire et ne doit son sauvetage qu'à ses amoureux, investisseurs et supporters, emmenés par le vieux lion de Peugeot, Jean-Claude Plessis.



Match Sochaux-Lille en 2011. Le club de Sochaux, sauvé du dépôt de bilan en 2023, devrait s'organiser en société coopérative.

Le récent appel d'offres de la LFP (Ligue de football professionnel) pour les droits de diffusion télévisuelle des matchs de Ligue 1 et de Ligue 2 sur la période 2024-2029 n'a pas trouvé preneur pour 800 millions d'euros. Que faut-il en penser ?

Le rapport de force entre les diffuseurs et la LFP n'est plus le même qu'il y a 15 ans, et au lieu de s'y adapter en se préparant doucement à réduire la masse salariale des clubs, le monde professionnel est parti dans une fuite en avant.

Mais la concurrence organisée entre les différents championnats européens leur laissait-elle un autre choix ? Réduire les salaires des joueurs, cela signifiait prendre le risque d'un exode en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Espagne et même au Portugal et aux Pays-Bas.

Sans limitation du nombre de joueurs étrangers dans les équipes, ce qui était le cas avant l'arrêt Bosman (1995), l'argent va à l'argent.

L'arrivée massive de fonds de pension anglo-saxons comme propriétaires (ou multipropriétaires) de clubs ne fait-elle pas courir un péril grave au football français et à ses structures de formation – et au football en général – en transformant les joueurs en de simples « produits financiers dérivés » ?

Dans cette concurrence exacerbée, pour éviter la faillite, on se vend forcément au plus offrant, on cherche des actionnaires capables de pallier les recettes perdues par ailleurs. Dans cet environnement, la multipropriété devient une solution pour mutualiser certains coûts, et certains clubs ne peuvent résister à la puissance des groupes multipropriétaires.

Troyes a croqué dans cette pomme et en a subi les conséquences. Strasbourg a croqué aussi dans la même pomme, et se porte plutôt bien actuellement, mais cela ne signifie pas que le poison n'agisse pas à moyen terme.

En tout état de cause, la multipropriété est malsaine d'un point de vue sportif. Si des clubs finissent par être possédés par quelques groupes, l'équité sportive va en pâtir. Et l'Union européenne va hurler aux entorses à la concurrence, sans même se poser la question de sa responsabilité dans le processus qui y a mené. Mais c'est un classique bruxellois, n'est-ce pas ?

Concernant la formation « à la française » des jeunes dont la qualité est mondialement reconnue (et que l'on doit à une volonté du général de Gaulle dans les années soixante), quelles dispositions pourraient être prises pour lui éviter d'être pillée sans qu'elle ait pu profiter sportivement aux clubs nationaux ?

Sans remise en cause de la réglementation européenne sur les transferts et les quotas nationaux, je ne vois aucune solution. On nous expliquera peut-être dans un premier temps qu'il faut imiter le régime fiscal des Pays-Bas qui parviennent à hisser leurs résultats en Coupe d'Europe au niveau de ceux de la France.

Mais notre pays ne prend pas vraiment le chemin vers le paradis fiscal et il m'étonnerait que le contexte social nous permette de faire une exception pour les footballeurs.

En France, le football est le sport le plus populaire et remplit une importante fonction sociale et économique qui va bien au-delà d'un simple divertissement. Comment pourrait-on donner plus de poids aux vrais supporters dans les conseils d'administration des clubs afin d'éviter les dérives que l'on connaît actuellement ?

Bastia a réussi à reconstruire son club, qui avait perdu son statut professionnel, en créant une Scic (société coopérative d'intérêt collectif). Les supporters furent à la manœuvre, mais ils l'ont fait depuis le National 3, et ont franchi peu à peu les étapes.

À Sochaux, la création de la Scic actuellement en construction se réalise pour un club qui est parvenu à conserver son statut professionnel. L'association Sociochaux qui était en contact avec son homologue bastiaise a été un catalyseur pour trouver des investisseurs plus importants, et elle est représentée au conseil d'administration avant même que la Scic soit effective.

Ce qu'on peut d'ores et déjà constater, c'est que tout le monde se responsabilise, grâce à la transparence que cela implique. Personne n'a intérêt à faire n'importe quoi puisque tout le monde se regarde. Au minimum, ce dispositif permet une gestion bien plus saine, dans un contexte enraciné. ■

Propos recueillis
par Loïc de Bentzmann.

Si des « mesures » ont été prises afin d'encadrer l'activité des *lobbies* ces dernières années, celles-ci restent bien en deçà de ce que l'on pourrait attendre pour être efficaces. Le problème ne viendrait-il pas des institutions elles-mêmes ?

L'UE aux mains des *lobbies* (III)

L'activité intense des *lobbies*, par leurs méthodes bien plus que douteuses et parfois au-delà de ce qui est légal, menace *in fine* non seulement l'intérêt général mais tout le système démocratique. C'est que l'enjeu est de taille : plutôt que de subir les lois qui contraignent les activités des industries et du capital en général, il est plus avantageux de les dicter soi-même.

Il est donc impératif que l'UE se dote d'une réglementation plus forte afin de mieux encadrer les activités de *lobbying*. D'autant que les scandales récents comme le qatargate ont provoqué un tel émoi dans la sphère publique que Bruxelles s'est sentie contrainte de s'attaquer (un peu tard) au problème. Mais force est de constater que les institutions traînent des pieds en la matière...

Comment sont encadrés les *lobbies*. À vrai dire, ils le sont très peu et les mesures sont relativement récentes dans l'histoire de l'UE. La plus ancienne est le registre de transparence du Parlement européen. Les *lobbies* sont « invités » à s'y enregistrer depuis 1995, puis la Commission a eu le sien en 2008, et ces deux registres ont été fusionnés en juin 2011 pour donner naissance au registre européen de transparence. Pour avoir accès aux locaux de l'UE, l'inscription à ce registre est obligatoire. D'après le *Corporate Europe Observatory*, jusqu'en 2013, des grandes firmes comme Apple, Heineken, Nissan ou des banques comme HSBC et UBS en étaient absentes. C'est le 1^{er} décembre 2014, sous la pression de diverses ONG et de la société civile, que la commission Juncker a rendu obligatoire l'inscription au registre pour que les *lobbyistes* puissent rencontrer des commissaires européens, des membres de leur cabinet ou des directeurs généraux de la Commission. En conséquence, le nombre d'organisations déclarées au registre a doublé entre la fin 2014 et 2019.

Pour autant, l'histoire du registre européen de transparence unique et obligatoire est un véritable fiasco : il a fallu attendre septembre 2016 pour que la Commission fasse la proposition formelle de l'inscription au registre pour le Conseil de l'UE, toujours réfractaire au concept de transparence. Mais après deux ans de laborieuses négociations, le travail engagé est suspendu à l'été 2018 par Frans Timmermans, alors vice-président de la Commission, qui juge que les institutions y mettent de la mauvaise volonté...



Face à un tel échec, les eurodéputés réagissent et votent en janvier 2019 un amendement du groupe des Verts/ALE, adopté à une très courte majorité de quatre voix. De quoi s'agit-il ? Dorénavant, sur les travaux législatifs, les eurodéputés les plus importants tels que les présidents de commissions, les rapporteurs et *shadow* rapporteurs devront obligatoirement publier en ligne « toutes les réunions prévues avec les représentants d'intérêts inscrits au registre de transparence ». Néanmoins, les autres eurodéputés ne sont pas tenus de le faire. En février 2019, les négociations reprennent mais s'effondrent deux mois après, toujours par manque de volonté des trois institutions de l'UE (le Conseil, le Parlement et la Commission), preuve s'il en est qu'elles restent réfractaires à toute logique de transparence et de contrainte, elles dont l'existence même est la coercition des États par le biais du législatif... Malgré tout, l'accord interinstitutionnel est renforcé le 20 mai 2021 : il rend « obligatoire l'enregistrement des représentants d'intérêts afin de pouvoir exercer certains types d'activités de représentation clés au niveau de l'Union » et les *lobbyistes* acceptent de se conformer à un code de conduite commun, comme par exemple de s'abstenir d'obtenir des informations de manière malhonnête. Un moindre mal...

Ces registres ne font toutefois pas l'unanimité tant ces mesures restent tièdes et sans véritables contraintes : manque de fiabilité des informations, sous-déclaration des budgets (une enquête du *Cor-*

porate Europe Observatory a démontré un manque de cohérence des dépenses déclarées par Monsanto avec les revenus déclarés de ses *lobbyistes*), absence d'informations capitales comme les objectifs visés par les *lobbyistes* et les sanctions peu dissuasives en cas de manquement. De plus, aucun travail probant n'a été fait pour lutter contre les conflits d'intérêts et empêcher par exemple le « *pantouflage* ». Seuls les anciens commissaires européens ont l'interdiction de travailler pour un *lobby* moins de 18 mois après l'arrêt de leurs fonctions sur des travaux en rapport avec leurs anciennes responsabilités. Autant dire qu'il n'y a aucune politique volontariste pour y mettre de l'ordre...

Il faudrait d'autres mesures coercitives pour s'assurer de l'impartialité des pouvoirs politiques, telle la production d'une expertise technique indépendante – et non les rapports produits par les firmes. Il faut aussi une obligation pour les eurodéputés de rendre des comptes en engageant leur responsabilité. À ce titre, certains proposent que les élus prêtent serment en début de mandat pour les responsabiliser pénalement.

Un problème organique. – Soyons clair : l'UE n'a jamais été pensée pour la libre circulation des hommes et des grandes idées humanistes, mais pour celle des biens et des services, d'où l'appui des milieux patronaux dès les années 1960 au moment des premières politiques et réglementations communes. Et le capitalisme adore collecter et produire des données pour identifier les positions sectorielles, d'où l'apparition des *lobbies*. Si ces derniers sont aussi prégnants dans les institutions, c'est parce que cela a été rendu possible dès la construction de l'UE. En somme, on a fait entrer le loup sciemment dans la bergerie. Pourquoi ? Parce que l'UE, machine néolibérale qui se méfie par principe des peuples, en privant les nations de leur souveraineté, a annihilé toute prérogative politique. L'élu a été effacé pour laisser place à une mégastucture bureaucratique, véritable arène où peuvent sévir les « experts » *lobbyistes*, produisant un système s'affranchissant de tout principe démocratique. L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009 n'a fait qu'amplifier le problème, rendant plus nébuleuse la complexité des rouages législatifs et l'opacité du trilogue, affaiblissant toujours plus le politique.

De fait, la question se pose : l'UE serait-elle l'instigatrice d'une nouvelle ère post-démocratique ? ■

AYMERIC DARAN.

Conférences diplomatiques : service inutile

Paris, capitale internationale, siège de conférences et sommets en tous genres : succès d'estrade de moins en moins crédible.

Comment agir quand on ne peut rien ? Comment faire tout en sachant que cela ne sert à rien ou presque ? Depuis le 7 octobre, le président Macron s'agit – après un départ lent et tardif, il agit dans l'urgence comme pour rattraper un temps perdu. Il doit se rendre à l'évidence : son avis compte peu, il lui est de plus en plus difficile de convaincre, d'entraîner les autres, ne serait-ce qu'à accepter de se rendre à une invitation à Paris. Chacun de ses défausser, de se faire représenter par un ambassadeur, d'où la présence, désormais disproportionnée, à ces réunions, des organisations non gouvernementales, de la myriade des organisations internationales, consultants et chercheurs. Ce fut le cas pour le Forum de Paris sur la paix, devenu *Paris Peace Forum*, créé lors du centenaire de l'armistice de 1918, qui avait connu un afflux incomparable de chefs d'État et de gouvernement. Ils sont rares, cette année, à s'être déplacés.

Rares aussi ceux qui, au cours de la même semaine, ont honoré de leur présence le *One*



Conférence humanitaire pour la population de Gaza du 9 novembre.

Planet - Polar Summit ou un sommet humanitaire convoqué à très bref délai pour coordonner l'acheminement de l'assistance alimentaire et sanitaire aux Gazaouis. Les effets d'annonce ne font pas oublier où se trouvent les vrais centres de décision. Pour ce qui concerne les pôles, l'Antarctique et l'Arctique sont gérés par des conseils établis par un traité (l'Antarctique) ou un voisinage (le Conseil de l'Arctique). La France est possessionnée selon les termes du traité qui figeait la situation de 1959 ; en revanche elle n'est pas une riveraine de l'Arctique et n'a

donc jamais pu gagner un siège au Conseil. L'Inde a inventé le concept de « troisième pôle » à partir de l'Himalaya, mettant en avant l'importance des glaciers. La Suisse y a sans doute plus sa place que la France et ce « sommet » de Paris ne devrait pas être renouvelé.

Pour ce qui concerne l'humanitaire, il était plus facile de réunir les participants parmi les habituelles agences donneuses d'aide. Personne n'ignorait pourtant que le problème ne portait pas sur le montant de l'aide mais sur l'accès aux populations, c'est-à-dire les conditions de sécurité. Or là

s'affichait l'impuissance de la communauté internationale, et de l'Europe totalement hors jeu. Bien entendu, Israël n'était pas représenté, mais les pays arabes ne l'étaient qu'à un niveau subalterne.

Il est vrai qu'au même moment Riyad réunissait successivement un sommet Afrique-Arabie saoudite et un sommet conjoint Ligue arabe (22 États)-Organisation de la coopération islamique (OCI, 54 membres). L'Europe au Moyen-Orient, ou la France pour ce qu'il lui reste de présence ou d'influence, a peut-être émis de brillantes idées, mais il y a belle lurette qu'elle n'a pas de politique, ni israélienne, ni arabe, ni islamique, ni globale. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Les Faits marquants

■ **Australie.** – Une attaque informatique, lancée le 10 novembre, a paralysé pendant trois jours l'activité des ports de Sydney, Melbourne, Brisbane et Fremantle. Le piratage est survenu alors que la compagnie gestionnaire, DP World, faisait face à une grève des personnels sur les salaires et les conditions de travail.

■ **Espagne.** – Le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez a obtenu, le 16 novembre, l'investiture par le Congrès des députés, avec 179 voix (sur 350). Sánchez a pu compter sur le vote des indépendantistes catalans, auxquels il a promis l'amnistie des personnalités impliquées dans la tentative de sécession de 2017. Cet accord controversé fait l'objet de nombreuses manifestations à l'appel de la droite et de l'extrême droite.

■ **Guyana.** – Le Guyana conteste devant la Cour internationale de justice (CIJ) le projet d'annexion par le Venezuela de l'Essequibo, région représentant les deux tiers de son territoire et regorgeant de pétrole (10 milliards de barils estimés). Caracas prépare l'organisation d'un référendum visant à revenir sur un traité de 1899 fixant la frontière entre les deux pays.

■ **Mali.** – Le 14 novembre, après quatre jours de combats, l'armée malienne, assistée des mercenaires du groupe Wagner, a pris possession de la ville touarègue de Kidal, aux mains des rebelles de l'Azawad depuis 2012.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **General Brown.** – Général Charles Q. Brown à général Liu Zhenli, 9 novembre 2023 : rétablissant la ligne directe entre nous deux, chefs d'état-major de nos armées respectives.

Le premier vient d'être nommé le 1^{er} octobre à la tête des états-majors conjoints des forces armées américaines. Premier Afro-Américain à ce poste comme il l'avait été depuis 2020 à la tête des forces aériennes, il a été confirmé par Joe Biden qui a suivi le choix de Donald Trump à l'époque. Le second est le plus jeune général de l'armée chinoise : commandant en chef de l'Armée de terre en 2021, chef d'état-major des armées en 2022, et incessamment ministre de la Défense dont le poste a été déclaré vacant le 13 octobre, le titulaire ayant disparu des écrans depuis l'été.

S'il y a bien une ligne directe entre les chefs d'État à l'image

du téléphone rouge institué entre Kennedy et Khrouchtchev en 1963, la ligne de militaire à militaire avait été suspendue. Le changement de titulaire au Pentagone comme à Pékin est l'indice d'une volonté de reprofessionnaliser la relation. Côté chinois, le ministère de la Défense n'était plus guère qu'un rouage technocratique, entre le commandant en chef qui n'est autre que Xi Jinping lui-même et les états-majors ; qu'un militaire de carrière prenne le poste marquerait un changement d'échelle. Selon les sources chinoises citées par l'agence Reuters, lui succéderait à la tête des états-majors conjoints le chef des forces aériennes, l'homologue du général Brown. Ce dernier, qui avait commandé les escadrilles du Pacifique, sait l'importance du contact militaire direct pour éviter tout incident et tout malentendu, tant les forces sont imbriquées en mer de Chine.

Le dialogue devrait être poussé plus loin selon un éditorial du *New*

York Times daté du 4 novembre, qui prône l'ouverture de discussions de contrôle des armements nucléaires avec la Chine, qui de fait aurait commencé dès le lendemain.

C'est une bonne manière par rapport à la dénonciation par Poutine de chacun des accords conclus entre les États-Unis et l'URSS. Le quotidien new-yorkais fait également écho à la suggestion faite le 13 octobre par l'ancien secrétaire d'État, le centenaire Henry Kissinger, et l'auteur du *Piège de Thucydide*, Graham Allison, dans les colonnes de la revue *Foreign Affairs*, d'un contrôle de l'intelligence artificielle dans les armements, auquel la Chine et les États-Unis devraient travailler en priorité.

L'hebdomadaire britannique *The Economist* daté du 11 novembre consacre un dossier de douze pages aux « soldats inconnus » – les forces armées chinoises – qui équilibrent forces et faiblesses.

Y. L. M.

Qu'attendre des élections américaines du 5 novembre 2024 ? Un remake du match Trump/Biden : la vie politique outre-Atlantique peine à se renouveler. L'Europe, dans le déni, ne fait rien pour se préparer au pire.

Où sont les Démocrates ?

PAR YVES LA MARCK

Esprit de Kennedy, es-tu là ? Soixante ans ont passé depuis l'assassinat du président John Fitzgerald Kennedy (JFK) à Dallas (Texas) le 22 novembre 1963. Si son fils John-John, onze ans à l'époque, qui commençait une carrière politique, est également décédé tragiquement dans un accident d'avion en 1999, sa fille Caroline, six ans à l'époque, est encore ambassadrice, au Japon puis aujourd'hui en Australie. Le 5 juin 1968, son frère, Robert (Bobby), était à son tour assassiné alors qu'il célébrait sa victoire aux élections primaires de Californie, en route vers l'investiture pour la présidence en novembre. Son meurtrier – qui s'en souvient ? – était un jeune Palestinien qui avait choisi le jour du premier anniversaire de la guerre israélo-arabe des Six Jours – il est toujours incarcéré. C'est un fils de Bobby, Robert Kennedy Junior, âgé de quatorze ans à la mort de son père, qui a déclaré le 9 octobre sa candidature comme indépendant. Un sondage le crédite de 22 % face aux 36 % de Biden et aux 32 % de Trump. Ce résultat n'est pas dû à sa personne, plutôt controversée, qu'au refus des électeurs de se retrouver dans un nouveau face-à-face entre les deux octogénaires.

Biden n'était pas le premier choix des électeurs démocrates aux primaires ; il fut élu par défaut, grâce à un mouvement « *tout sauf Trump* » ; la décision, en dépit des sept millions de voix d'avance de Biden sur le plan national, n'a été acquise qu'à 70 000 voix près dans cinq États clés ; Trump avait gagné plus de onze millions de suffrages par rapport à son élection en 2016. La question n'est plus de savoir pourquoi Trump a des chances sérieuses de l'emporter – selon les sondages, il remporterait les cinq ou six États clés –, mais pourquoi Biden risque de perdre.

Il ne bénéficierait plus en 2024 de l'effet anti-Trump de 2020. Le trumpisme s'est relativement banalisé. Le socle électoral démocrate, en revanche, se fragilise chaque jour : d'abord, dans la génération des moins de 30 ans où il avait réuni plus de 60 % des votes exprimés ; dans les minorités, arabe-américaine depuis le soutien affiché à Israël après 7 octobre, mais aussi afro-américaine qui fait le lien ; dans les milieux ouvriers où Biden maintient la relation traditionnelle du parti avec les dirigeants syndicaux comme ceux de l'automobile, mais où beaucoup sont désormais non syndiqués, ayant troqué leur affiliation pour les clubs de tir et les *megachurches* évangéliques. L'État de Michigan, où l'on trouve les plus fortes concentrations d'ouvriers de l'automobile et d'Arabes américains, ne devrait pas résister longtemps.



J.-F. Kennedy. Les démocrates se sont éloignés de son héritage politique, d'où leur échec annoncé.

Les jeunes, mobilisés en 2020 (comme en France en 2002 contre Le Pen), reprendront massivement le chemin de l'abstention. Le taux de participation de 2020, le plus important depuis 1900 avec près de 67 %, en hausse de plus de 11 % par rapport à 2016, pourrait retomber au-dessous des 50 %.

L'élection ne se fera pas sur Israël ou le wokisme, l'avortement ou la police, mais sur le portefeuille.

L'héritage Kennedy. – Biden est sans doute le dernier à pouvoir s'en réclamer. Né un 20 novembre, il avait 21 ans à son assassinat – 81 aujourd'hui. Il fut l'un des plus jeunes sénateurs, élu en 1972 à 29 ans. Il est le second président catholique et fidèle à ses racines irlandaises. Ces deux facteurs qui avaient énormément compté dans la campagne dirigée contre JFK ne furent même pas relevés en 2020. Quant au bilan de cette présidence, il semble d'une autre époque. Même celle d'Obama (2009-2017), qui pourrait lui être comparée, avec un Biden huit ans vice-président, s'est éloignée.

Indépendamment de la personne de Biden, se pose la question du Parti démocrate lui-même qui va soit à la défaite soit, ce qui serait encore pire, à une victoire à la Pyrrhus. Si 77 % de l'électorat démocrate le trouve trop âgé, une quasi-unanimité rejette l'idée d'une accession à la présidence, en cours de mandat, de la vice-présidente, Kamala Harris, qui est loin d'avoir fait ses

preuves. L'âge du capitaine, tant chez les Démocrates que chez les Républicains, contraindra l'Amérique comme toutes les gérontocraties à un saut de génération. Biden a intégré à son cabinet des personnalités démocrates qui avaient surgi lors des primaires de 2020 comme Peter Buttigieg, premier LGBT déclaré au cabinet, nommé aux Transports, ou l'ex-gouverneur du Michigan, Jennifer Granholm, à l'Énergie, mais ce fut plus pour les neutraliser que pour les promouvoir. Les tenants de l'aile gauche, surtout à New York, comme Alexandria Ocasio-Cortez, parlent plus haut que jamais, axés sur l'idéologie *woke* qui répugne aux électeurs juifs. Ceux-ci votent traditionnellement Démocrate à 70 %. Un possible recours : le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, agit de plus en plus en autonomie.

L'erreur du Parti démocrate. – Les démocrates avaient privilégié un assemblage de minorités, raciales, culturelles, sociales, sociétales, mais sans un ciment commun. Kennedy avait réussi en imposant le concept de « *nouvelle frontière* », un slogan qui mobilisait les énergies autour d'un avenir rêvé. On n'en voit aujourd'hui plus aucun de cet ordre. L'un des mérites du Parti depuis l'ère Roosevelt avait été de dominer les crises économiques après celle de 1929 en alliant le grand capital et les classes moyennes et ouvrières autour de la société de consommation. Le Parti démocrate aux États-Unis n'est pas en tant que tel un parti social-démocrate à la manière européenne, bien qu'il y ait toujours eu une composante de cette nature, incarnée lors des primaires de 2016 et 2020 par Bernie Sanders, cette fois-ci hors-jeu du fait de sa santé et de son âge. Le ragoût pseudo-keynésien qui tient lieu de *Bidenomics* ne tient pas la route face au retour du protectionnisme et du climatocéphisme de Trump et de ses partisans. Or, comme d'habitude, aux États-Unis, c'est l'économie qui compte. L'élection ne se fera pas sur Israël ou le wokisme, l'avortement ou la police, mais sur le portefeuille.

2024 sera l'année la plus longue : la campagne s'ouvre dès le 15 janvier par les caucus de l'État de l'Iowa, avec le Super Tuesday le 25 mars, les conventions en juillet et août, l'élection du 5 novembre, la certification des résultats le 6 janvier (mouvmentée en 2021), l'investiture le 20 janvier 2025. L'Union européenne, occupée ailleurs, sera bientôt rattrapée par ce calendrier. Retour de Trump : pour le moment, elle est encore dans le déni. Mais cette question devrait aussi la torturer : où sont les démocrates en Europe ? ■

WIKIPEDIA, PHOTO: CECIL STOUTGTON



D.R.

L'œuvre politique du roi Louis-Philippe

Entretien avec Arnaud Teyssier

La vie mouvementée de Louis-Philippe en fait un prince attachant. Porté au pouvoir par une révolution nécessaire, il sera un roi soucieux de refaire l'unité de la nation. Son échec n'a pas fait disparaître les paradoxes français. Notre ami Arnaud Teyssier, qui a consacré un livre au souverain, répond à nos questions.

Nous célébrons le 250^e anniversaire de la naissance de Louis-Philippe. Sa personnalité est largement méconnue...

Arnaud Teyssier : Louis-Philippe est un homme attachant qui a vécu une vie romanesque, aventureuse et tragique. Fils du duc d'Orléans, surnommé Philippe-Égalité, Louis-Philippe connaît les grandeurs et les tragédies de la Révolution. Il assiste à l'ouverture des États généraux. Il voit toutes les capitulations et toutes les erreurs de Louis XVI. Il se distingue sur le champ de bataille, à Valmy et à Jemappes, et on l'appelle le Général Égalité avant qu'il ne soit contraint de s'exiler au moment où la Révolution prend un autre tournant et où son père, malgré toutes ses compromissions dues à une grande faiblesse de caractère, est exécuté. Il aura alors une vie de voyages en Europe, jusqu'en Laponie, et en Amérique – il en tirera un récit plus authentique que celui de Chateaubriand – avant de s'installer en Angleterre. La Restauration amène un changement dans ses perspectives, mais il attend plusieurs années avant de rentrer en France car il veut voir comment évolue la monarchie rétablie avec Louis XVIII.

Lorsque Louis-Philippe s'installe au Palais-Royal, il est considéré avec méfiance. On le soupçonne de vouloir reprendre la politique d'intrigues dont son père fut accusé et de s'inscrire dans la tradition

frondeuse des Orléans. Il est en effet très apprécié dans les milieux libéraux, il reçoit beaucoup et l'on découvre un homme cultivé, faisant élever ses fils au collège Henri IV afin qu'ils connaissent la société.

On a accusé Louis-Philippe d'avoir comploté en 1830 pour récupérer la couronne...

Cette accusation est sans fondement. Le premier responsable de la révolution, c'est Charles X ; le seul coup d'État est celui qui est tourné contre la Charte. Louis-Philippe arrive au pouvoir presque à reculons, un peu inquiet quant à la possibilité de tenter à nouveau une expérience de monarchie constitutionnelle. « *Nous sommes les derniers rois possibles* », dira-t-il à sa femme, la reine Marie-Amélie. Le deuxième roi des Français va réussir à bâtir une monarchie constitutionnelle dans un contexte de prospérité économique et à poser les premiers éléments de l'État social – ce qu'on appelle à l'époque la « *charité légale* », critiquée par Tocqueville. Cette monarchie ne sera pas durable pour des raisons qui tiennent à l'évolution du régime, à la mort de son fils aîné, le duc d'Orléans, qui avait compris les grandes transformations sociales en train de se produire, et au refus obstiné du suffrage universel ou du moins d'étendre le suffrage.

Le roi n'était guère apprécié par les grandes figures intellectuelles de son époque...

Louis-Philippe est très maltraité par Chateaubriand, assez mal par Tocqueville, plutôt bien par Victor Hugo qui, dans *Choses vues*, évoque ce roi qui passait des nuits à trouver des arguments lui permettant de convaincre le Conseil des ministres de gracier des condamnés à mort.

Cette humanité de Louis-Philippe est à souligner de même que l'idée de réparation. Le roi des Français veut réparer la société et trouver une forme d'unité qui puisse entraîner la nation française derrière le drapeau tricolore, avec une histoire pleinement prise en compte. C'est pourquoi Louis-Philippe sauve Versailles en y consacrant une partie de sa fortune pour en faire le musée de l'histoire de France, le symbole d'une nation réconciliée avec toute son histoire, plébiscité par Victor Hugo, Louis Blanc et de très nombreux Français.

Pour terminer ce rapide portrait du roi, j'ajoute que Louis-Philippe avait repéré un jeune espoir de la politique anglaise, Benjamin Disraeli, qu'il a reçu à de nombreuses reprises. Une véritable amitié est née de ces rencontres. En 1856, à un moment de refroidissement des relations franco-britanniques, Disraeli prononce un

remarquable discours devant la Chambre des communes au cours duquel il évoque la personnalité de Louis-Philippe, affirme que sous son règne, les libertés publiques avaient atteint un niveau bien supérieur à celui qu'elles connaissaient en Angleterre et conclut que le seul crime de ce grand roi fut « d'avoir refusé de faire tirer sur son peuple ».

Quels enseignements pouvons-nous tirer du règne de Louis-Philippe ?

Louis-Philippe tente de faire la synthèse entre une conception libérale de la politique et un certain conservatisme, au meilleur sens du terme. Ce qui est très bien résumé par Guizot écrivant que « *Le but de la société n'est pas simple : elle aspire en même temps et nécessairement à l'ordre et à la liberté, à la durée et au progrès* ». D'où l'intérêt de la constitution monarchique qui tente de concilier les deux aspirations... Et je ne peux, sur ce point, m'empêcher de penser au général de Gaulle qui a voulu une société ordonnée et la liberté, la durée et le progrès.

C'est cette volonté de concilier l'ordre et la liberté qui retient Louis-Philippe et Guizot d'élargir le suffrage, car ils pensent que l'équilibre est difficile à maintenir et que le suffrage universel suppose une maturité politique, une éducation aux libertés et une pratique de la vie politique qui s'acquiescent quand on joue un certain rôle social, quand on participe à la vie collective par un certain niveau de contribution fiscale. D'une certaine manière, les événements de 1848 leur donnent raison : le suffrage universel masculin est établi, mais en juin le rétablissement de l'ordre sera impitoyable – il faut lire sur ces journées sanglantes le témoignage horrifié de Renan.

Qu'en est-il du gouvernement sous la Monarchie de Juillet ?

Louis-Philippe est un souverain qui règne et qui participe au gouvernement. En dix-huit ans, il ne laisse pas une seule législature aller jusqu'à son terme. Les élections de 1831, 1834, 1837, 1842, 1846 ont toutes été déterminées par un calendrier décidé par le roi. Louis-Philippe choisit aussi ses chefs de gouvernement avec beaucoup d'habileté ; il intervient dans le travail du cabinet et il a un rôle décisif dans la politique étrangère. C'est le roi qui fait le rapprochement avec la reine Victoria et qui empêche la guerre avec l'Angleterre – alors que certains libéraux comme Tocqueville passeraient presque pour des boutefeux. La figure de ce monarque est très proche de la figure présidentielle sous la V^e République... On voit aussi se développer le parlementarisme : c'est sous Louis-Philippe que la Chambre des députés commence à avoir de vrais pouvoirs budgétaires.

Je veux aussi évoquer un thème que j'ai souvent abordé avec vous : pour fonder



Arnaud Teyssier. Un des meilleurs spécialistes de l'histoire de l'État, de la monarchie à la V^e République.

le pouvoir dans la durée, Louis-Philippe s'appuie sur la Constitution administrative. Telle est la réponse que le grand journaliste Armand Carrel adresse à un interlocuteur qui s'inquiète des faiblesses d'une monarchie reposant sur la branche cadette, si chargée de mauvais souvenirs : « *Eh bien ! Nous ferons la monarchie administrative !* » En effet, Louis-Philippe a renforcé et pérennisé l'héritage qui lui avait été légué par le Consulat et l'Empire et qui a permis à notre pays de surmonter bien des crises. Roederer, qui a joué un rôle très important sous le Consulat et

La figure de ce monarque est très proche de la figure présidentielle sous la V^e République...

l'Empire, et qui est le premier à décrire « *la passion française de l'égalité* », est le vrai théoricien de la Monarchie de Juillet. Dans un texte très intéressant, *Adresse d'un constitutionnel aux constitutionnels* (1835), il explique que gouverner n'est pas administrer. « *Administrer est le fait des ministres, gouverner est le fait du roi et comprend les relations avec les puissances étrangères et le fait d'ajouter aux lois le modèle des vertus publiques et privées* ». Cette idée de la dignité du chef de l'État se retrouve dans la V^e République.

On voit sous la Monarchie de Juillet une fascination pour le pouvoir exécutif – les souvenirs de Tocqueville sont significatifs à cet égard –, qui n'a pas disparu après 1848. Elle demeure aujourd'hui, et contraste avec la référence passionnée des Français à la Révolution française – même si les dirigeants se sont privés des moyens qui permettent de gouverner, ou les utilisent de manière incomplète.

Il y a sous la Monarchie de Juillet une peur du peuple que nous observons aussi de nos jours dans le milieu dirigeant. D'où vient cette peur ?

J'ai déjà évoqué l'attachement au suffrage censitaire. Ceux qui ont vécu la Révolution craignent la foule inorganisée, celle qui massacre et qui a peur, elle aussi. On se souvient de l'épidémie de choléra évoquée par Giono, qui montre comment le choléra devient un facteur de destruction sociale. Nous allons garder cette peur de la foule, par la faute du Second Empire qui, à travers le coup d'État et l'instrumentalisation du plébiscite, a entretenu la méfiance à l'égard du suffrage universel et tout particulièrement du référendum. Vous savez que l'usage du référendum a été parfaitement maîtrisé par de Gaulle en 1946 et après son retour au pouvoir. Vous savez aussi que le milieu dirigeant a été repris par la peur du référendum et par une forme de peur du peuple.

Par ailleurs, la fascination pour le pouvoir exécutif a provoqué, en réaction, une affirmation de la souveraineté parlementaire sous la III^e et la IV^e République qui a entraîné dans l'opinion publique un rejet du parlementarisme. Malgré le parlementarisme rationalisé de la V^e République et l'équilibre qui avait été trouvé entre le pouvoir exécutif et le Parlement, on voit bien, aujourd'hui, que l'institution parlementaire n'a pas retrouvé le crédit qu'elle devrait avoir et que la Monarchie de Juillet avait entrepris de lui donner.

La société qui se développe sous la Monarchie de Juillet, c'est aussi un rapport passionnel et ambigu à l'argent...

C'est un sujet qui n'a pas d'âge ! En lisant Balzac et Victor Hugo, nous voyons s'affirmer le pouvoir de l'argent, qui affaiblit l'œuvre économique et sociale de la Monarchie de Juillet. On voit aussi resurgir le rôle corrompeur de l'argent sous la V^e République, alors que de Gaulle dénonçait « *l'infirmité morale du capitalisme* » et affirmait la nécessité de la corriger – telle était l'ambition si mal comprise de la politique de Participation. La filiation entre la Monarchie de Juillet et la V^e République tient à une réalité en définitive toute simple : de Gaulle avait identifié tous les paradoxes qui sont au cœur de l'expérience politique française depuis la Révolution, et que le règne de Louis-Philippe a mis à nu. Il pensait qu'une démocratie, c'est une civilisation et pas seulement une organisation des pouvoirs. Il faut tout à la fois une Constitution politique, une Constitution sociale et une Constitution administrative. ■

Propos recueillis par Bertrand Renouvin.

► Arnaud Teyssier, *Louis-Philippe, le dernier roi des Français*, Perrin, réédition 2023.

L'argent roi au temps de Napoléon

Dans son dernier ouvrage, Jean Tulard traite des différentes façons de s'enrichir sous Napoléon. Les chiffres donnent parfois le vertige.

La Révolution française a ouvert la voie à un formidable transfert de fortunes. Le règne de l'austérité s'achève le 9 Thermidor (27 juillet 1794). Désormais, il ne suffit plus d'être riche, il faut montrer sa richesse. Et pour s'enrichir, rien ne vaut un commandement à l'étranger. Le général Bonaparte reçoit celui de l'armée d'Italie, dans un pays riche. Sa proclamation à ses soldats est une invitation au pillage. Il charge son oncle Fesch des marchés des fournitures. Dès 1803, « *le Premier consul prélève dans les départements du Rhin un certain nombre de biens... Bonaparte détourne certaines assignations sur les recettes publiques au profit des membres de sa famille* ». Premier consul, puis empereur, Napoléon sera à l'abri du besoin. Son traitement de Premier consul s'élève à 500 000 francs par an. Empereur, il perçoit jusqu'à 6 millions.

Les guerres incessantes favorisent pillage et corruption. C'est une « tradition » ancienne, mais portée à son paroxysme par la Grande Armée.



Joseph Fouché (1759-1820) a accumulé une immense fortune. Tableau de René Théodore Berthon (1776-1859).

Les pays conquis sont mis en coupe réglée. Pillage officiel qui sert de couverture aux pillages individuels. Dès la reprise des hostilités, en 1805, c'est à l'empereur que revient le soin d'organiser le « *Domaine extraordinaire* » alimenté par les conquêtes (66 millions en 1805). Les bénéficiaires de donation sur le Domaine extraordinaire sont nombreux : 6 000 environ, les sommes allant de 728 000 francs pour le maréchal Ney à 4 000 francs pour un officier supérieur. Grâce au blocus continental et au cours de la Bourse qui varie au gré des combats, la guerre offre une

autre source d'enrichissement par la spéculation. Le blocus offre des occasions de faire de bonnes affaires par la contrebande des produits anglais, ou par la corruption à l'intérieur du système douanier.

Pour s'enrichir sous Napoléon, on peut aussi occuper une fonction publique importante ou faire partie de la Cour. Les ministres reçoivent un traitement allant de 100 000 à 400 000 francs, plus de nombreuses gratifications. Talleyrand, appelé sous le Directoire au ministère des Relations extérieures, déclare alors : « *Nous tenons la place. Il faut y faire*

une fortune immense ». Pendant son premier passage au ministère sous le Directoire, il perçoit 13 650 000 francs. À Bonaparte qui lui demande comment il se fait qu'il soit aussi riche, il répond : « *C'est bien simple. J'ai acheté de la rente le 17 brumaire et l'ai revendue trois jours plus tard* ». Après Talleyrand et Berthier, le ministre le plus riche est Joseph Fouché. Il dispose surtout de fonds secrets importants.

Un protectionnisme efficace, l'apparition de nouveaux riches et les commandes de l'État ont favorisé un essor industriel important et un âge d'or pour de grands capitaines d'industrie. Jean Tulard n'ignore pas la masse innombrable de ceux qui ne s'enrichissent pas. Le salaire journalier d'un ouvrier parisien non qualifié est de 1,5 à 2 francs, d'un ouvrier plus spécialisé, de 3 à 4 francs, d'un ouvrier agricole de 1,2 franc. À Paris, le pain de 5 livres est à 0,50 franc. L'auteur conclut : « *L'éclat des victoires d'Austerlitz, de Iéna ou de Wagram... ont fait oublier que l'argent est le principal ressort de la nouvelle société qui succède à celle de l'Ancien Régime* ». ■

ALAIN SOLARI.

► Jean Tulard, *L'Empire de l'argent. S'enrichir sous Napoléon*, Tallandier, 2023.

Lectures

■ **Taïwan sous pression.** – Un journaliste à *Libération*, spécialiste de l'Asie, s'est vu commander un portrait de l'actuelle présidente de Taïwan.

Ce livre court et précis prend une extraordinaire actualité avec la guerre en Ukraine puis l'épuration ethnique du Haut-Karabakh, qui montrent que les dictateurs tiennent toujours parole, du moins quand ils menacent. Or l'île, qui fut le refuge des nationalistes chinois battus par les communistes en 1949, est menacée, en paroles et en actes de plus en plus lourds, par le dictateur Xi Jinping, qui arme son pays de manière exponentielle.

Ce pays de 23 millions d'habitants, qui ne bénéficie de quasiment plus aucune recon-



naissance internationale, a fini par devenir une véritable démocratie avec un développement économique sans comparaison. Ces succès, il les doit en partie à la gouvernance de l'actuelle présidente de Taïwan depuis 2016, Tsai Ing-wen, 67 ans,

qui achève son second mandat l'année prochaine et ne pourra se représenter. Elle a été l'élue du Parti démocrate progressiste (PDP), contestant le vieux Kuomintang, l'ancien parti-État dont le conservatisme et le faux réalisme finissent par le rapprocher du régime de Pékin. Elle a su composer avec les militants pour l'indépendance de l'île, évitant ainsi la « provocation » qui déclencherait la guerre.

Cette étude met en lumière un personnage atypique, inconnu en Occident : bureaucrate ennuyeuse au dire de ceux qui l'ont fréquentée, mais travailleuse, sérieuse, habile, entièrement consacrée à la politique, d'ailleurs sans vie personnelle connue – célibataire et sans enfants – au point que son « orientation sexuelle » a pu être mise en cause par ses adversaires. Surtout après qu'elle

eut accepté le « mariage pour tous », pourtant plus un marqueur démocratique occidental et un pied de nez au moralisme communiste, qu'un choix personnel, selon l'auteur.

Ses successeurs auront-ils le même savoir-faire ? L'île, dépend entièrement de l'alliance militaire des Américains, pour lesquels elle est le verrou de leur présence dans le Pacifique. Elle compte aussi sur son « *bouclier de silicium* », c'est-à-dire sa prééminence absolue en matière de microprocesseurs, au terme d'une aventure économique-politique qui ringardise la plupart des puissances occidentales. Celles-ci sauront-elles se montrer solidaires en cas d'agression ?

F. A.

► Arnaud Vaulerin, *Taïwan, la présidente et la guerre*, Novice, 2023.

DR



Par Gérard Leclerc

Ce que la France est devenue

Jérôme Fourquet s'est fait connaître en 2019 par son ouvrage *L'Archipel français* qui ne pouvait que marquer les esprits par la pertinence de son analyse des mutations profondes accomplies par notre pays depuis les années 1980. Son nouvel ouvrage *La France d'après* ne fait que confirmer le premier, sous le biais d'une radioscopie politique apte à faire comprendre les nouveaux rapports électoraux qui se sont établis à partir des « mutations économiques, sociales, paysagères et culturelles » précédemment décrites. Ainsi le contraste est saisissant, si l'on se réfère au *Tableau politique de la France de l'Ouest* établi par André Siegfried en 1913, qui a valeur de classique dans le domaine de la sociologie électorale. Les critères ne sont plus les mêmes parce que la géographie humaine n'est plus du tout la même.

Exemple parmi d'autres : le département de la Nièvre, dont François Mitterrand s'était emparé au point d'en faire son véritable fief. Le Parti socialiste y est aujourd'hui pratiquement inexistant et le Rassemblement national de Marine Le Pen y est arrivé largement en tête lors des dernières élections. Explication :

France périphérique. – « De façon générale, dans la Nièvre, le brassage des populations a été limité, mais des modifications socioculturelles et économiques d'importance se sont fait jour. Tant et si bien que ce département, comme bien d'autres, ne se vit plus comme un terroir paysan rattaché à une tradition politique de gauche, mais constitue un territoire de la France périphérique. Le statut de la propriété agricole (fermage ou métayage, grande ou petite propriété), l'empreinte plus ou moins forte du catholicisme, les structures familiales historiques (communautaire, souche ou nucléaire), comme le poids des événements historiques (la Résistance, l'influence de telle personnalité nationale) ne déterminent plus que très secondairement le vote. »

On voit comment on est loin d'André Siegfried et combien il s'agit désormais de recourir à d'autres instruments d'investigation, notamment ceux qui permettent « d'entrer dans la tête » de nos concitoyens, à savoir les sciences humaines, les caractéristiques géographiques s'étant effacées au profit des mouvements sociologiques radicaux. Jérôme Fourquet nous invite à nous attarder sur divers cas d'espèce, car la France périphérique s'inscrit en contraste avec les grandes métropoles et leurs propres périphéries. Le fameux 9.3, à savoir la Seine-Saint-Denis, nous emmène très loin de la Nièvre postmitterrandienne. La mutation qu'elle a subie est d'un ordre tout différent, avec la dislocation de l'ancienne banlieue rouge. La désindustrialisation a contribué à l'effondrement du communisme municipal. Mais s'y ajoute désormais le phénomène d'immigration massive, avec la présence de l'islam : « Avec 27 permanences communistes contre 82 mosquées, le PC est désormais surclassé par l'islam du point de vue de la capacité à imposer l'hégémonie culturelle dans l'ancienne banlieue rouge. » À ajouter cependant une note culturelle particulière, qui ne surprendrait pas Régis Debray : la couche Yankee, avec l'implantation des McDo et le triomphe du Coca-Cola autrefois combattu par le PC et ses ténors.

Décivilisation. – Autre élément à ne pas négliger dans le tableau général : l'expansion de la délinquance et de la violence – auquel il faut ajouter l'emprise croissante du trafic de stupé-

fians. Dans les facteurs qui expliquent le fait que Marine Le Pen ait largement percé le plafond de verre qui empêchait son père de franchir un certain seuil, il y a d'abord l'insécurité et la lutte contre la délinquance. Ils arrivent avant la lutte contre l'immigration clandestine et le pouvoir d'achat. N'est-ce pas Jérôme Fourquet qui a glissé le terme de « *décivilisation* » dans l'oreille d'Emmanuel Macron ? Il faut croire que le sociologue prend très au sérieux un phénomène qui touche profondément la substance morale du pays. La façon d'élever les enfants constitue un facteur déterminant : « *Du fait d'une éducation moins contraignante et moins stricte, on installe très tôt dans l'esprit des individus l'idée qu'ils sont uniques et qu'ils ont de nombreux droits, ce qui introduit souvent une rupture de l'équilibre entre droits et devoirs et génère une moindre capacité psychologique à se conformer aux règles et aux interdits et à accepter les différents cadres d'autorité.* » Voilà qui rejoint le diagnostic de Jean-Claude Michéa, fustigeant le mot d'ordre égotiste « *Mon corps, mon choix, mon droit* », à l'encontre de la solide doctrine aristotélicienne rappelant que « *sans famille, sans loi, sans foyer* », il n'y a que destruction et violence (1).

Fonction tribunicienne. – Au terme de son enquête, Jérôme Fourquet ne peut échapper à une projection sur notre avenir politique qui dépend des trois grands blocs sociologiques et idéologiques qui se sont constitués ces dernières années : la gauche coalisée dans la NUPES, le bloc central macronien et le Rassemblement national. Il est d'avis que le bloc macronien, s'il dispose d'une cohérence sociologique indéniable et peut exploiter la peur de la victoire des extrêmes, n'en est pas moins en risque de dissociation, avec multiplication des candidatures présidentielles, et peut-être surtout de contraction de son périmètre électoral. Celui-ci s'est déjà manifesté lors des dernières élections législatives. En ce qui concerne la gauche, tout tient à la personnalité de Jean-Luc Mélenchon : l'alliance qu'il a réussi à constituer autour de lui résistera-t-elle aux contradictions idéologiques internes ? On pourrait ajouter : et aux foucades de l'intéressé ? C'est donc le bloc que Marine Le Pen a réussi à former, qui paraît le plus solide. N'a-t-elle pas réussi à s'emparer de la fonction tribunicienne qui était celle du Parti communiste à la belle époque de Maurice Thorez et de Georges Marchais ? Cependant, des obstacles sérieux s'opposent à une éventuelle victoire de la fille de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle. Sa simple hypothèse « *continue à paraître anxiogène et potentiellement génératrice de tensions* », avec le sentiment d'un saut dans l'inconnu.

Une conclusion s'impose néanmoins. Par rapport à l'époque de François Mitterrand et de Jacques Chirac, il apparaît que toutes les cartes ont été redistribuées. Dans une France dont la géographie humaine s'est complètement transformée, le destin politique du pays s'engage dans une aventure vraiment inédite. ■

► Jérôme Fourquet, *La France d'après. Tableau politique*, Le Seuil, 2023.

(1). Cf. Royaliste n° 1264 à propos de son livre *Extension du domaine du capital*, Albin Michel, 2023.

Quand le pouvoir devient grotesque

Trump, Bolsonaro, Salvini et d'autres chefs populistes ont profité du discrédit des classes dirigeantes pour parvenir au pouvoir. Au lieu de le rétablir dans sa dignité, ils ont inventé de grotesques parodies et aggravé le discrédit de la politique. Derrière ces bouffons, des algorithmes.

Lorsque Donald Trump fut élu, les réseaux de la droite radicale furent secoués d'une joie vengeresse : bien fait pour les médias, pour la gauche donneuse de leçons, pour tous les bien-pensants ! Jair Bolsonaro et Matteo Salvini firent naître tour à tour des frissons de plaisir. La vraie droite semblait enfin de retour dans le cher vieux Occident. On allait voir ce qu'on allait voir !

Ruse de la dialectique : on a vu le contraire de ce qu'on devait voir. Non pas le rétablissement de la dignité de l'homme en charge de l'État, mais la vulgarité des propos, le goût de l'insulte, l'irresponsabilité des décisions, le mépris des institutions et de la justice sociale et, aux États-Unis, une tentative de sédition orchestrée par le candidat vaincu. En somme, la dévaluation de toutes les valeurs – y compris des valeurs morales car l'étalage de la vie privée des trois personnages contredit sur bien des points les enseignements traditionnels.

Inversion du carnaval. – Ce n'est plus le peuple qui destitue les autorités politiques et religieuses le temps d'une fête pour singer leurs rites et leurs pratiques avant le retour à l'ordre, ce sont les dirigeants eux-mêmes qui s'autocaricaturent, inventent des parodies de décision et voudraient entraîner le peuple dans une sorte d'ébriété où s'anéantit le réel. Spécialiste du discours politique dont il suit, de livre en livre, l'inquiétante évolution, Christian Salmon nous permet de comprendre les phénomènes principalement observés aux États-Unis, au Brésil et en Italie et qui n'ont rien d'accidentel. Même si dans notre pays de tels personnages ne sont pas encore en piste, nous risquons d'être un jour ou l'autre exposés à la tyrannie des bouffons.

Si les bouffons parviennent à la tête de grands États, ce n'est pas pour leur dévouement au bien public – ils ne savent pas ce que c'est –, ni pour leur charisme – ils en sont dépourvus –, mais parce qu'ils sont portés par un vaste mouvement de rejet des pouvoirs établis. Vainqueurs aux élections, ils restent des tribuns toujours en campagne mais révèlent le fossé entre leur comportement et les qualités qu'on attend d'un homme d'État ; c'est ce fossé qui crée le grotesque. Il serait logique que le nouveau venu trébuche et tombe. Le bouffon tient cependant par l'effet de sa bouffonnerie. Il en rajoute sur le discrédit



Christian Salmon. Ses essais mettent en lumière les nouvelles façons de formater les esprits.

qui lui a servi de tremplin, en se moquant de toutes les vérités et de toutes les autorités établies, en dénonçant sans relâche et sans la moindre nuance les médias, les intellectuels, les scientifiques. Ne plus croire en rien ni en personne, tel est le credo du bouffon qui se contredit lui-même sans vergogne.

Même si dans notre pays de tels personnages ne sont pas encore en piste, nous risquons d'être un jour ou l'autre exposés à la tyrannie des bouffons.

La bouffonnerie antipolitique n'est pas une invention moderne. Des empereurs romains s'y sont adonnés, de Caligula à Héliogabale, mais c'est bien aux États-Unis qu'elle a pris son plein essor. Jean Baudrillard la voyait s'affirmer avec l'élection de Schwarzenegger en Californie et y voyait la preuve de la puissance américaine dans la production d'imaginaire, caractérisée par une « fuite en avant dans la mascarade démocratique » où s'affirme une « entreprise nihiliste de liquidation des valeurs et de simulation totale ». Conseiller de Richard Nixon et ami de Donald Trump, Roger Stone fut longtemps l'incarnation cynique et sardonique, trop peu connue en France, de la dégénérescence burlesque de la vie démocratique américaine.

C'est que les clowns nihilistes ne sont pas seuls en piste. Derrière eux, s'affairent les conseillers de l'ombre qui organisent « la synchronisation des fonctions navalesques et des machines algorithmiques ». Christian Salmon évoque le rôle joué par Gianroberto Casaleggio auprès de Beppe Grillo, fondateur du mouvement Cinq Étoiles, par Dominic Cummings qui travailla pour Boris Johnson surnommé *Bojo le clown*, par Brad Parscale qui porta Trump à la Maison-Blanche, par Luca

Morisi qui inventa un logiciel monstrueux – surnommé *La Bestia* – pour servir la résistible ascension de Matteo Salvini, par le propre fils de Jair Bolsonaro pour assurer la gloire de son père... Étonnante ruse du populisme qui dénonce la manipulation du peuple par les élites mais obtient ses succès par la production massive de fausses nouvelles et par la fabrication d'une mythologie de bazar. Au mépris de tout projet qui tenterait de maintenir ou de réinscrire la collectivité nationale dans le mouvement de l'histoire, les ingénieurs des nouvelles technologies numériques diffusent des mythes passésistes fondés sur des identités fictives – le bon vieux temps de la dictature militaire au Brésil, le retour de la Grande Amérique, l'âge d'or de la société industrielle...

Ces opérations de propagande provoquent l'enthousiasme des militants, la fascination des médias et la sidération des opposants politiques qui en viennent rapidement à accepter le débat selon les termes martelés par les populistes ; nous avons vu cela avec Jean-Marie Le Pen qui a rendu « incontournable » le thème de l'immigration puis avec Éric Zemmour qui a repris le slogan du « grand remplacement ».

Le mur du réel. – La bouffonnerie paraît irrésistible, jusqu'au moment où elle se heurte au réel. Une pandémie par exemple... Christian Salmon cite les rodomontades des uns et des autres, rappelle leurs insondables bêtises. Boris Johnson proclame « le droit inaliénable du peuple anglais d'aller au pub », Donald Trump préconise l'injection d'eau de Javel pour détruire le virus. Jair Bolsonaro continue d'organiser des réunions de masse et il faut une décision de justice pour lui imposer le port du masque. Ces pitreries sinistres ont provoqué la mort de centaines de milliers de personnes d'un bout à l'autre de la planète, sans que Trump et les autres ne cessent de plastronner.

Les magiciens de l'algorithme n'ont pas pu empêcher la défaite de Trump, de Bolsonaro et de Salvini – et Steve Bannon, qui dirigea la campagne trumpiste avant de se faire éjecter de la Maison-Blanche peu après la victoire, n'a pas réussi à rassembler les nationalistes identitaires européens. Ces défaites n'effacent pas les tendances de fond. Comme l'écrit Christian Salmon, « l'algorithme se substitue à l'agora, et le microciblage des électeurs à la délibération démocratique. » Nous n'en avons pas fini avec la décomposition politique. ■

YVES LANDÉVENNEC.

► Christian Salmon, *La Tyrannie des bouffons, Sur le pouvoir grotesque*, Les liens qui libèrent, avril 2023.

God save the Queens

Ce roman n'a pas fait couler beaucoup d'encre, ni eu le succès qu'il méritait lors de sa sortie. Il doit pourtant rejoindre la bibliothèque des amateurs de polars palpitants.

Pour beaucoup, déjà cinquantenaires, les années 1980 se confondent avec une musique qu'ils célèbrent, aujourd'hui encore, lors de grands raouts, où se pressent des *has been*. Mais pour d'autres, quaranténaires, cette décennie est celle du chômage, du sida et des drogues qu'on prenait soit pour être « *performant au taf* », soit pour s'annihiler et oublier ce qu'il était en train de se passer.

Il faut dire qu'elles ont mal commencé, ces années 1980. En Angleterre, une épicière acariâtre a pris le contrôle et élimine ce qui pourrait contrarier « *l'ordre spontané* » que son mentor Hayek prête au Marché : protection sociale, syndicats, services publics. Partout en Europe, des pseudo-gauches arrivent au pouvoir pour mener des politiques de droite. Outre-Atlantique, ce n'est pas mieux. L'Oncle Sam s'est donné à un acteur raté, devenu gouverneur du Golden State. Un prénommé Ronald, comme le célèbre clown de McDonald's. Sauf que ce Ronald-là ne rend



L'écrivain Karim Madani. L'un des talents actuels du roman noir.

le sourire qu'aux *winners*, aux riches et aux frappadings qui ont voté pour lui : Wall Street, les *yuppies*, les WASP, des évangélistes azimutés, le Klan. Les pauvres, surtout s'ils sont noirs, n'ont plus que leurs yeux pour pleurer. Les effets dramatiques de ses *reaganomics*, sa politique de l'offre sur fond de casse sociale, se font sentir. Dans les ghettos américains, c'est l'hécatombe. Tout est prêt pour le succès d'une drogue de synthèse bon marché. La même qui, depuis que sévit chez nous la macronie, commence à faire des ravages en France, aussi bien dans la capitale que dans les départements ruraux et villes moyennes : le *crack*.

Quand elle arrive dans le quartier du Queens à New York, elle a deux effets principaux. Pour les uns, « *manutentionnaires, caissiers, préparateurs de commandes, commis de cuisine, serruriers, plombiers, grutiers, agents d'entretien, gardiens de musée* », chômeurs, paumés, l'addiction au caillou est un aller simple pour l'enfer. Pour d'autres, comme Kenneth McGriff, alias Preme, et son neveu Gerald Miller, alias Prince, le duo infernal d'une entreprise criminelle de grande envergure, la *Supreme Team*, cette came est une bénédiction. Sans elle, Prince, qui a « *l'allure d'un gentleman* », « *une intelligence supérieure* » et « *aurait pu di-*

riger une boîte comme General Motors ou un grand cabinet d'avocats de Manhattan s'il avait choisi l'économie légale », aurait tenu les murs d'un immeuble délabré du Queens. Comme bon nombre d'autres *negros* aux States. Grâce au *crack* et à Reagan, Prince et son oncle peuvent mettre à profit de réelles compétences en matière de commerce, logistique et management. Et concurrencer des gangs colombiens...

Cette histoire, c'est celle que raconte *Queens Gangsta*, l'excellent roman de Karim Madani, journaliste indépendant pour des revues spécialisées dans le *hip-hop*, auteur prolifique. Le plus difficile, quand on le re-ferme, n'est pas de revenir à la réalité : on ne l'a jamais quittée. Comme l'indiquent ses dernières pages, ce que relate *Queens Gangsta* est inspiré de faits réels, survenus dans un quartier de New York littéralement sacrifié, dans lequel, faute de pouvoir faire autre chose, des jeunes se sont tournés vers une économie parallèle, au détriment de leurs frères de misère. On comprend qu'avec quelques décennies la réalité américaine est peut-être en train de s'exporter en France. ■

ANDRÉ PIERRE.

► Karim Madani, *Queens Gangsta*, Rivages, 2022.

Biographie

■ Une femme engagée. – Disparue le 23 mars 1923 – le gouvernement Poincaré lui refuse des funérailles nationales en raison de sa vie jugée scandaleuse – Sarah Bernhardt (1844-1923) cumule pourtant beaucoup de talents : actrice, auteure, peintre et sculptrice de renom. Elle est en plus une femme engagée dans les combats de son époque.

Adversaire de la peine de mort, elle prend la défense d'Auguste Vaillant, ouvrier en maroquinerie condamné à l'échafaud pour avoir lancé une bombe dans l'hémicycle de la Chambre des députés, le 9 décembre 1893, ce qui n'avait fait que des blessés légers. Elle le



connaissait et lui offrait parfois des places dans son théâtre. Elle se joint à la campagne de presse et à la pétition qui viennent soutenir le recours en grâce déposé

par une soixantaine d'élus dont des parlementaires victimes de cet attentat. Le président Sadi Carnot y reste sourd.

Elle assiste à l'exécution de l'intéressé et écrit dans *Ma double vie* : « *Je hais la peine de mort ! C'est un reste de lâche barbarie ; et c'est une honte pour les pays civilisés de dresser encore des guillotines et des gibets !* », ce que ne cessera dès lors de répéter l'actrice, indignée par ce qu'elle considère comme « *un crime de lèse-humanité* ».

Elle aide aussi matériellement l'ancienne communarde Louise Michel jusqu'à sa mort en 1905 ; elle la rencontre régulièrement à Londres lorsqu'elle y vient jouer des pièces de théâtre. En 1897, elle décide

de créer au théâtre *Les Mauvais Bergers* d'Octave Mirbeau, un drame inspiré de celui de Fourmies de 1891, où la troupe a ouvert le feu sur des ouvriers du textile. Elle n'hésite pas non plus à soutenir Dreyfus au nom de la justice et adresse une lettre enflammée au directeur de *L'Aurore*, Georges Clemenceau, qui, le 13 janvier 1898, publie le « *J'accuse... !* » de Zola pour saluer son courage. Elle se révèle également être une féministe avant l'heure en défendant l'union libre et l'avortement et en se joignant aux différentes campagnes des suffragettes.

JACQUES DUCONSEIL.

► Hélène Tierchant, *Sarah Bernhardt, scandaleuse et indomptable*, Tallandier, 2023.

Pierre Messmer

Deux, ce 21 juin 1999, devant la chapelle royale Saint-Louis, deux grandes tentes blanches accueillent ceux qui sont venus accompagner dans sa dernière demeure Henri d'Orléans (1908-1999), héritier des rois de France. Dans celle de gauche, au fond, un petit homme trapu et réservé. Pierre Messmer, ancien Premier ministre, membre de l'Institut, compagnon de la Libération, est, comme tous, recueilli devant l'Histoire...

Il est né le 20 mars 1916 à Vincennes dans une famille d'anciens paysans alsaciens du Bas-Rhin. Après la guerre de 1870, son grand-père s'installe dans la capitale comme cocher aux omnibus hippomobiles. Son aîné, Joseph, devient industriel et élève son fils Pierre dans le culte de la Patrie.

Dans les années 1930, Pierre est élève à l'école Massillon puis aux lycées Charlemagne et Louis-le-Grand. Bachelier en 1933, il suit les cours des Langues orientales (1934-36) et entre à l'École nationale de la France d'outre-mer (breveté en 1937). Il poursuit à la faculté de droit et obtient son doctorat en 1938. Temps où il se rapproche de L'Action française. Alors Premier ministre, il avouera, à la princesse Murat et Pierre Pujo, avoir été Camelot du roi à cette époque (1).

À la fin de ses études, il effectue son service militaire au 12^e régiment de tirailleurs sénégalais. Mobilisé lors de la déclaration de guerre, il effectue pendant la longue attente, en janvier 1940, à Tours, un stage d'observateur en avion. Il sympathise avec le lieutenant Jean Simon (1912-2003).

Les deux amis entendent le discours de Pétain du 17 juin... Mais ni l'un ni l'autre ne songent à cesser le combat. Les voilà partis vers Marseille pour rejoindre les colonies. Ils empruntent une vieille moto et roulent sur les routes du Massif central. Lorsque la moto s'arrête, ils poursuivent leur trajet en stop. À Beaucourt, ils prennent le train et arrivent sur le Vieux-Port. Les deux officiers lisent « *L'Appel du général de Gaulle* » dans *Le Petit Provençal* et décident de rejoindre Londres.

Le 20 juin, Jean Simon rencontre Humbert Vuillemin, capitaine de la marine marchande, qui vient de réquisitionner un vieux cargo italien, le *Capo Olmo*. Le bateau est chargé de tonnes de ferraille à destination d'Oran. Avec l'approbation et l'aide du capitaine, le soir du 23 juin 1940, en mer, les deux officiers détournent le navire. Le 28, ils sont à Gibraltar sous l'autorité des Britanniques. Rendu aux FFL le 16 juillet, le cargo entre dans le port de Liverpool. La vente de la cargaison permet à la France libre de subsister pendant quelque temps.

À Londres, Messmer demande à servir dans la Légion. Il s'en explique: « *Pourquoi la Légion? Parce que je voulais faire*



Pierre Messmer. Des camelots du roi à la France Libre et à la libération de Paris.

la guerre avec des gens sérieux. » Il intègre la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère (DBLE), chef de section à la 3^e compagnie commandée par Jacques Beaudenon de Lamaze qui donnera sa vie pour la France en 1942 (Bir Hakeim). En septembre, il fait partie de l'équipée vers Dakar et rencontre, pour la première fois, la haine de quelques Français pour les Français qui osent se battre contre les nazis... Entre septembre et novembre il poursuit l'aventure au Gabon. Puis la 13^e DBLE part le long de la mer Rouge combattre les Italiens. Messmer décrit la chute des villes d'Asmara, Addis Abeba et Massaua (avril 1941) comme « *la bataille décisive de l'Erythrée* ».

« La dignité d'un homme ne tient pas aux grades qu'il a atteints, aux distinctions qu'il a reçues, aux fonctions qu'il a remplies, mais à l'usage qu'il a fait de sa liberté. »

Pierre Messmer.

De son côté, Hitler désire venir en aide à Rachid Ali al-Gillani, le Premier ministre d'Irak, qui vient de faire un coup d'État pro-nazi. La Luftwaffe a besoin des aéroports français du Moyen-Orient. Pétain envoie Darlan pour signer les protocoles de Paris (27-28 mai 1941) qui laissent les nazis se ravitailler dans notre protectorat libanais. Charles de Gaulle refuse d'abandonner la souveraineté française aux Allemands comme aux Anglais. Il propose à Churchill d'intervenir. Les légionnaires de la France libre vont combattre les légionnaires de Vichy. Au Liban, les combats sont durs, violents, la lutte fratricide fabrique des inimitiés durables. En Palestine, à Qastina, le Général fait de Pierre Messmer, le

ORDRE DE LA LIBÉRATION

23 juin 1941, un compagnon de la Libération.

En Libye, il participe à l'héroïque défense de Bir Hakeim (15 février-10 juin 1942). Pendant ces combats, dans les sables, il lit Charles de Foucauld... Comme le dit l'aumônier: « *Ce soir, tous les morts vont au Paradis.* » Sur les 3 700 Français engagés, 1 500 y laissent la vie. Les combats ne s'arrêtent pas là. Sous le drapeau de la France, Messmer et ses hommes combattent encore et encore: en Tunisie (ligne Mareth), en Italie (Garigliano, Pontecorvo, Rome et Radicofani), etc.

Le Général envoie l'ancien de l'École coloniale rétablir l'ordre aux Antilles (1943). Puis, en 44, le capitaine Messmer est affecté à Londres, auprès du commandant des Forces françaises, le général Kœnig. Il débarque en Normandie avec tout l'état-major. Dirigeant le convoi, il retrouve les royalistes de Miribel, Leclerc, Dronne, Massiet-Dufresne et bien d'autres, pour la libération de Paris. L'Alsacien reçoit, le 11 novembre 1944, sous l'Arc de Triomphe, la Légion d'honneur.

Puis Messmer reprend sa vie civile au service de la France. Il faudrait des pages et des pages pour rappeler ce que furent les engagements de cet homme en Indochine, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Cameroun, Algérie, puis comme chef des armées du général de Gaulle et comme Premier ministre de Georges Pompidou (2). Juste avant de quitter cette terre, en 2007, son dernier engagement sera contre le traité européen de 2005. Mais comme il l'a dit lui-même: « *Je n'aime pas les coups d'encensoir, ça fait mal à la tête.* »... ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre: Edmond Michelet)

(1). *L'Action française* 2000 du 6 septembre 2007, article de Pierre Pujo: « Les deux Messmer ».

(2). Premier ministre (1972-1974) de Georges Pompidou, il décide la construction de seize centrales nucléaires, soutient la recherche scientifique et l'industrie de pointe, inaugure le boulevard périphérique de Paris et l'aéroport de Roissy, lance le programme du TGV Paris-Lyon et la production des premiers Airbus ainsi que du Concorde, signe la création de l'Agence spatiale européenne, du lanceur Ariane, etc.

Bibliographie :

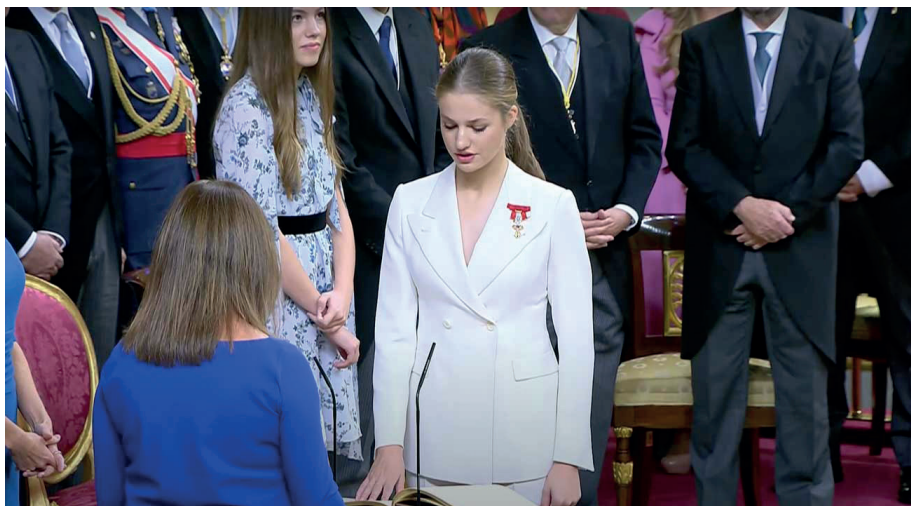
► Pierre Messmer, *Après tant de batailles: mémoires*, éd. Albin Michel, 1992.

► Pierre Messmer, *Ma part de France, entretiens avec Philippe de Saint Robert*, éd. F.-X. de Guibert, 2003.

► Frédéric Turpin, *Pierre Messmer, le dernier gaulliste*, éd. Perrin, 2020.

► Collectif, *Pierre Messmer (1916-2007)*, éd. du Cerf, 2021.

► Simone Veil, *Hommage à Pierre Messmer, discours de réception à l'Académie française le 18 mars 2010*. <https://www.france-catholique.fr/Simone-Veil-Pierre-Messmer-et-l-avortement.html>



Son altesse royale la princesse héritière d'Espagne prête serment devant les Cortes, le 31 octobre 2023.

Brèves royales

■ **1^{er} novembre. Madrid.** – « *Leonormania* » à travers la capitale et toute l'Espagne après la prestation de serment de l'infante Leonor la veille, première occasion d'un mouvement populaire en faveur de la monarchie depuis l'abdication de Juan-Carlos et les crises subséquentes. Une partie de la presse relève l'absence du grand-père de Leonor aux cérémonies officielles – il n'était pas invité, sauf à une soirée privée – et le boycott par les députés indépendantistes basques, catalans et galiciens et trois ministres de la gauche radicale, mais pas par la cheffe du parti de gauche avancée Sumar. Seules deux reines ont régné sur l'Espagne : Jeanne de Castille au XVI^e siècle et Isabelle II de 1833 à 1868.

■ **7 novembre. Londres.** – Discours du Trône prononcé par le roi Charles III devant les deux chambres du Parlement. Première cérémonie pour un roi depuis 1951. Par ailleurs, Charles III avait remplacé sa mère aînée en mai 2022. Il avait régulièrement assisté à cette cérémonie en sa qualité de prince de Galles depuis 1967. Elle consiste à lire le texte élaboré par le Premier ministre. Le faste voulu de la fonction cérémonielle s'oppose à l'insignifiance de la fonction politique. Le roi Charles III est en effet réputé désapprouver plusieurs aspects du programme conservateur sur le double plan de l'environnement et de l'immigration. Il se dit qu'il aurait préféré inaugurer son règne avec un nouveau gouvernement tel que celui qui sera issu des

prochaines élections prévues en 2024. Quoi qu'il en soit, le Cabinet l'a autorisé à prononcer un discours lors de l'ouverture de la COP 28 à Dubaï le 1^{er} décembre, ce que la précédente Premier ministre, Liz Truss, lui avait refusé l'an dernier à la COP 27 de Charm el-Cheikh. Le roi a fêté son 75^e anniversaire le 14 novembre.

■ **15 novembre. Bruxelles.** – Traditionnelle fête du Roi arbitrairement fixée à la Saint-Léopold en souvenir des deux premiers rois des Belges. La presse s'interroge sur la pérennité d'une cérémonie qui implique non pas le roi lui-même, mais la famille royale et le Parlement qui lui rendent hommage. Contrairement à la monarchie britannique où cette fête tient lieu de fête nationale, les Belges privilégient leur fête nationale du 21 juillet.

MARIE-JO YORK.

Réunions-Conférences

La Société des lecteurs de Maurice Barrès, que préside notre ami Dominique Decherf, organise, le lundi 4 décembre, jour anniversaire du décès de Maurice Barrès, les deux événements suivants :

- 12 h 15 – Messe à sa mémoire en l'église Sainte-Clotilde (Paris 7^e), paroisse du Parlement ;
- 19 h 00 – Séance ouverte au public au Centre André-Malraux, 112 rue de Rennes, Paris 6^e Salle Molière :

- Conférence sur « l'amitié » par M. Emmanuel Godo, auteur de *Maurice Barrès, le grand inconnu*, Tallandier ;

- Communication de M. Daniel Rondeau, de l'Académie française, à propos de son ouvrage *Beyrouth sentimental*, Stock, et ses liens à Barrès.

Pour toute demande de contact, écrire à la Société des lecteurs de Maurice Barrès, 60 rue de Fontenay, 92350 Le Plessis-Robinson.



Revue Cité

Le n° 4 de novembre 2023 est paru

DOSSIER : Le complot contre la pensée.

- *Oser être nous-mêmes... pour survivre*, par Philippe Arondel.
- *Le complotisme est une pathologie de la société de l'information*, entretien avec Jérôme Grondeux.
- *X ou le royaume de l'ultracrépidarianisme*, par Pierre-Henri Paulet.
- *Comment et pourquoi le néolibéralisme est devenu hégémonique*, par David Cayla.
- *La complotisation de la politique, ou le jeu de la facilité*, par Aloïs Lang-Rousseau.
- *Le complotisme a une fonction identitaire avec des bénéfices psychologiques*, entretien avec Sebastian Dieguez

MAGAZINE : Recensions : Essais. – poésie – Littérature – Musique – Cinéma. Chroniques...

Pour **s'abonner** à *Cité* ou acheter ce numéro directement en ligne : <https://revuecite.fr/abonnement/>

Royaliste n° 1266 du 20 novembre 2023

Page 2 Peut-on fabriquer et vendre français ? - **Page 3** Un signe d'amitié pour les Juifs de France - La politique au crible. - **Page 4** Où va le football français ? **Page 5** - L'UE aux mains des lobbies. **Page 6** Service inutile. - Voix étrangères. Les Faits marquants. - **Page 7** États-Unis : Où sont les démocrates ? **Pages 8-9** Louis-Philippe. - **Page 10** L'argent roi au temps de Napoléon. - Taïwan sous pression. **Page 11** Ce que la France est devenue. **Page 12** Quand le pouvoir devient grotesque. **Page 13** *God save the Queens* - Sarah Bernhardt. **Page 14** Pierre Messmer. - **Page 15** Brèves royales. - Réunions-Conférences. **Page 16** La question antisémite.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.



Par Bertrand Renouvin

La question antisémite

Il n'y a pas de retour de l'antisémitisme. La vague que nous affrontons aujourd'hui fait suite à d'autres, qui sont survenues après 1945 en France et en Europe, en lien ou non avec les conflits du Proche-Orient.

Cette sinistre constante s'inscrit dans une longue histoire. Toutes les sociétés structurées par les monothéismes chrétien et musulman se sont livrées à des formes plus ou moins violentes de discrimination envers les Juifs et les traces de ces persécutions pour motifs religieux sont restées profondes dans la modernité.

En France, la monarchie médiévale inspirée par l'Église catholique a participé activement à ces persécutions puis aux expulsions de Juifs. C'est en se libérant de l'influence temporelle de l'Église que l'État royal change progressivement d'attitude en accueillant les Juifs chassés d'Espagne et du Portugal (l'Empire ottoman fit de même) puis les communautés de l'Est. C'est notre première monarchie constitutionnelle qui reconnaît pleinement les Juifs comme citoyens actifs. C'est la Restauration qui abolit les dispositions discriminatoires du Premier Empire et c'est la Monarchie de Juillet qui fait adopter la loi sur le financement du culte israélite par l'État (1).

L'antijudaïsme religieux porte sur la question de l'origine. La nouvelle religion, chrétienne puis musulmane, se présente comme Vérité qui marginalise ou occulte de différentes manières le peuple porteur de la religion originelle – sans que les personnes juives, toujours susceptibles de se convertir, soient retranchées de la nature humaine.

L'antisémitisme est quant à lui l'effet paradoxal de la modernité (2). C'est au moment où les Juifs deviennent des citoyens comme les autres et ne sont plus marqués visiblement par un statut communautaire et professionnel que certains commencent à chercher chez eux une invisible essence qui les rendrait totalement différents. Sans craindre la contradiction, c'est cette essence que les antisémites s'efforcent de rendre repérable en attribuant aux Juifs des signes physiques, des comportements parasitaires et une influence occulte.

À la volonté de faire prévaloir l'unité d'une foi religieuse sous égide politique, succède une affirmation identitaire qui se fait contre « *Le Juif* » qui représenterait, en tant que tel, une menace permanente. L'exclusion ou la destruction des Juifs permettrait donc de retrouver une pleine identité personnelle et collective... C'est là un fantasme. Toute existence, personnelle et collective, même les plus pleinement vécues et les plus solidement raisonnées, est sans cesse confrontée aux failles, aux doutes, à l'incer-

titude, à l'incomplétude. Aucune exclusion, aucun massacre ne peut apaiser cette inquiétude métaphysique, qui est consubstantielle à la condition humaine.

Une pensée universaliste, fidèle au principe d'égale dignité des personnes, ne saurait cependant méconnaître la singularité juive – celle d'un peuple qui porte de différentes manières la mémoire de l'origine de notre civilisation et qui s'efforce de transmettre, par une lecture infinie, un texte qui ne sera jamais intégralement transmis. C'est dire que les Juifs nous transmettent l'expérience du manque, de l'échec, de la faille – ce qui devrait nous préserver des vérités absolues et des tentations totalitaires.

Depuis 1945, les pulsions antisémites charrient des restes d'antijudaïsme chrétien (à l'Est) et musulman, celui-ci réactivé dans une intention génocidaire par l'islamisme, des résidus d'antisémitisme maurassien – dont le Rassemblement national s'est purgé – et, surtout, une hostilité radicale à l'État d'Israël. Nous n'ignorons pas que certains antisionistes récusent l'antisémitisme mais nous assistons aujourd'hui à la conjonction de deux courants : le premier, apparu depuis trois décennies dans divers quartiers, confond dans une même haine le judaïsme, la judéité et la défense de la politique israélienne ; le second, plus récent, procède de l'idéologie décoloniale et affirme qu'Israël et ses défenseurs Juifs appartiennent au même monde blanc, éternellement coupable du péché colonialiste qui se commet encore aujourd'hui au Proche-Orient.

On a cru longtemps que le souvenir de la Shoah maintiendrait l'antisémitisme dans les souterrains. Mais le négationnisme a répandu son poison et diverses communautés fictives ont voulu accéder à la reconnaissance en utilisant le discours victimaire et en inventant un génocide auquel elles auraient survécu. Il s'est créé une sorte de doctrine de l'équivalence qui conduit à soutenir que la violence des opérations militaires israéliennes est de même nature que l'entreprise nazie d'extermination.

Les mines consternées et les injonctions morales n'y changeront rien. Nous subissons, j'y reviendrai, les conséquences, dramatiques, du mépris des élites pour l'histoire et la philosophie, et du laisser-faire généralisé dans lequel l'autorité politique a sombré. ■

(1). Cf. *Histoire juive de la France*, sous la direction de Sylvie Anne Goldberg, Albin Michel, 2023) dont je rendrai bientôt compte.

(2). Notre réflexion sur l'antisémitisme a été inspirée par Léon Poliakov, Raphaël Draï, Shmuel Trigano, Daniel Sibony, Vladimir Jankélévitch, Delphine Horvilleur... Cf. mes chroniques à ces noms sur mon blog.

La chaîne Youtube de la NAR vient de dépasser les 11 000 abonnés !



Vous pouvez y consulter en libre accès plus de 150 conférences et entretiens. Parmi les plus récents :

- 4 octobre : entretien avec Véra Nikolski sur son livre *Féminicène*.
- 11 octobre : entretien avec Taline Ter Minassian sur son livre *Sur l'échiquier du Grand Jeu*.
- 18 octobre : conférence de Monique Pinçon-Charlot sur son livre *Le Méprisant de la République*.
- 8 novembre : conférence d'Arnaud Teyssier sur *Louis-Philippe*.

Pour se connecter :

www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste